

ALUMINIUM DE GRECE

1984

PRESIDENTS D'HONNEUR

Pierre JOUVEN
Jacques MARCHANDISE
Claude MASSOL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gérard DECOSTER	Président
Costas SOFOULIS	Vice-Président
Jean SERPIERIS	Vice-Président
Paul MASSON	Vice-Président
Michel CASTERA	Administrateur
Constantin ELIASCO	Administrateur
Théodore KARATZAS	Administrateur
Constantin KARPIDAS	Administrateur
Georges Yves KERVERN	Administrateur
Bernard LEGRAND	Administrateur
Dimitrios MARINOPOULOS	Administrateur
Bernard PACHE	Administrateur
Constantin THANOPOULOS	Administrateur
Jean - Louis VINCIGUERRA	Administrateur
Gérard HAUSER	Administrateur, représentant la Société PECHINEY
Michel SIMONNARD	Administrateur, représentant la SOCIETE FRANCAISE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM EN GRECE

L'environnement économique mondial a été caractérisé en 1984 par une généralisation de l'expansion et par la plus forte croissance du commerce mondial observée depuis une décennie. En fait, cette évolution globale masque de profondes divergences entre le couple Etats-Unis, Japon (qui a bénéficié de très fortes croissances) et les pays européens qui ont connu des taux nettement inférieurs.

Le dollar a poursuivi, pour la cinquième année consécutive, sa montée par rapport aux principales devises et ceci malgré la dégradation de la balance des paiements américaine.

L'aluminium avait été le métal vedette en 1983. En début d'année 1984 encore, l'euphorie était de rigueur et les cours de l'aluminium avaient été jusqu'à dépasser ceux du cuivre.

L'insuffisance de l'offre constatée l'année précédente avait conduit, dans les premiers mois de l'année, les producteurs de métal primaire à augmenter le taux de marche de leurs usines, tandis que, parallèlement, apparaissaient sur le marché de nouveaux concurrents. Cependant, face à ces accroissements de production, la demande en métal s'est avérée inférieure aux anticipations. Malgré les diminutions de production qui s'ensuivirent principalement au second semestre 1984, la production mondiale a augmenté d'environ 15% par rapport à l'année précédente pour une consommation de 2% supérieure seulement.

Les prix connurent une chute

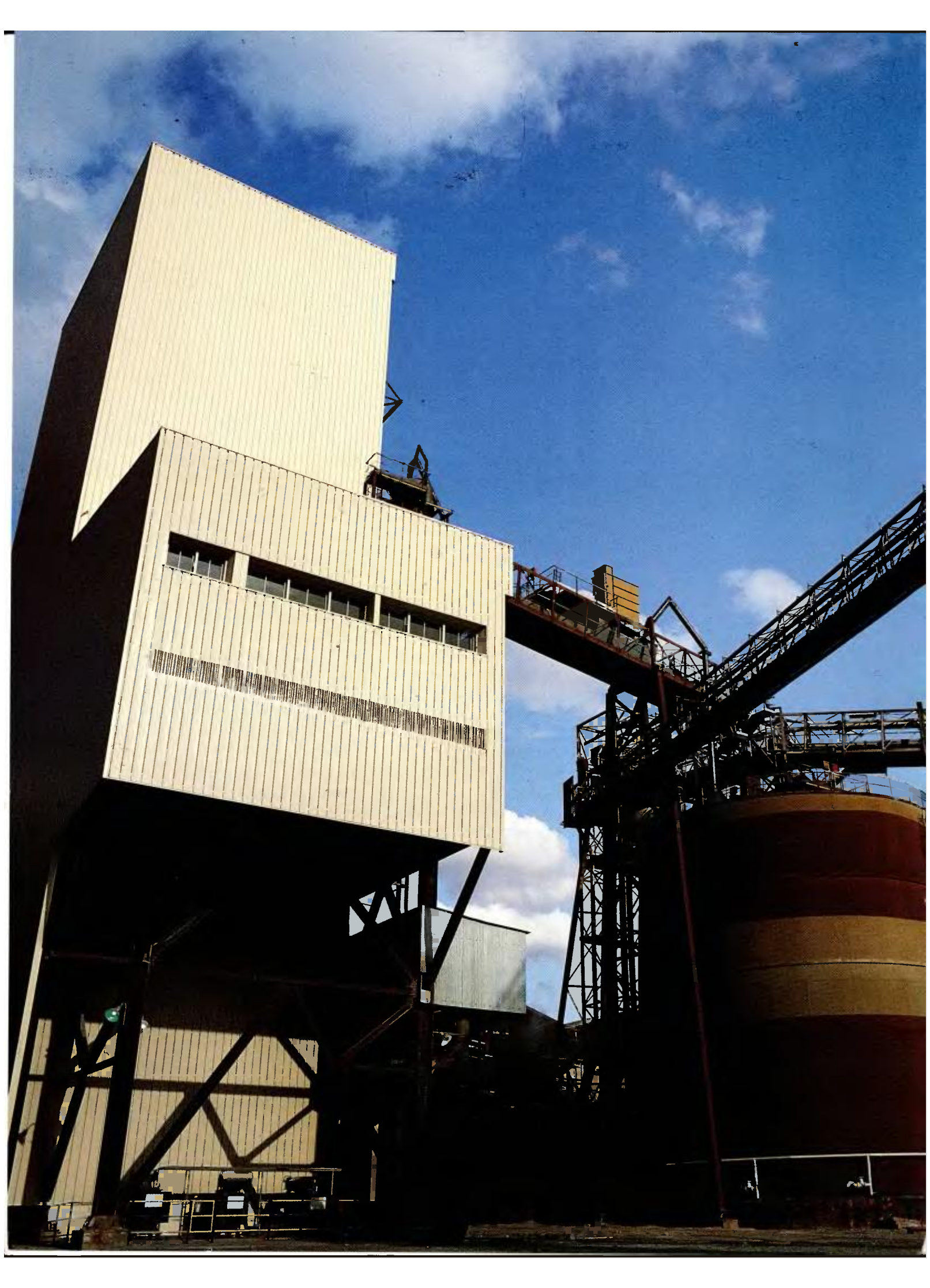
importante à partir du printemps, mouvement de baisse qui a été renforcé par l'influence croissante jouée par les Bourses de métaux dont les cours amplifient les variations de prix des producteurs.

Dans ce contexte, Aluminium de Grèce a connu un premier semestre satisfaisant, mais le second semestre a été particulièrement déprimé et l'état du marché de l'aluminium a poussé la Société, comme la plupart de ses concurrents, à réduire son rythme de production.

Pour l'ensemble de l'année, les résultats demeurent bénéficiaires malgré la faiblesse des derniers mois.

Le contentieux entre la Société et l'Entreprise Publique d'Electricité (DEH) a abouti à un arbitrage international qui fixe le prix de l'énergie livrée à Aluminium de Grèce pour les années 1983 à 1985 à un niveau supérieur en moyenne de l'ordre de 30% au prix antérieur. Les résultats de 1984 tiennent compte de cette augmentation, ainsi que de l'ajustement correspondant au prix de l'énergie pour 1983. Il convient de noter cependant que DEH conteste cette décision arbitrale tant sur le fond que sur la forme et a porté le différend devant les Tribunaux grecs.

La nécessité de maintenir la compétitivité face à l'alourdissement des charges qu'elle supporte, impose à la Société de se donner comme objectif prioritaire une réduction de ses coûts de production, notamment par une amélioration continue de la productivité de l'entreprise.



LES MARCHES DE L'ALUMINE ET DE L'ALUMINIUM

LE CONTEXTE MONDIAL

A. SURCAPACITE STRUCTURELLE POUR L'ALUMINE

La mise en route, au cours des dernières années, de nouvelles unités géantes d'alumine, a engendré un déséquilibre structurel; ainsi près de 30% de la capacité mondiale demeure inutilisée.

Ces nouvelles unités, particulièrement performantes, situées en général à proximité des zones riches en bauxites tropicales, bénéficient de conditions d'extraction aisées et de prix de revient avantageux. Elles mettent en péril des usines plus anciennes

et de plus petite taille et perturbent les conditions de commercialisation de l'alumine par la vente de quantités de plus en plus importantes sur le marché Spot et à des prix n'ayant que peu de rapport avec les coûts de revient. Ceci a modifié fortement un marché traditionnellement fermé où l'essentiel des transactions s'effectuait dans le cadre de contrats à long terme intéressant principalement des producteurs intégrés.

B. NOUVELLE REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CAPACITES DE PRODUCTION D'ALUMINIUM.

Si au niveau de l'alumine nous avons assisté à un accroissement important des capacités mondiales, la crise énergétique a modifié radicalement les conditions de développement des producteurs d'aluminium. On peut dire qu'au cours des quatre dernières années, les capacités mondiales d'électrolyse ont oscillé autour de 14 millions de tonnes. La fermeture des usines les moins compétitives (essentiellement au Japon et aux Etats-Unis) a été compensée par la mise en fonctionnement de nouvelles unités (Australie, Amérique du Sud, etc..) plus performantes dans des pays bénéficiant soit d'une énergie bon marché, soit

d'une volonté gouvernementale de développer une industrie locale de l'aluminium.

La production mondiale d'aluminium a atteint 12,5 millions de tonnes, malgré les diminutions de production constatées à compter du second semestre de l'année. Face à une demande plus faible, les stocks mondiaux dépassaient en fin d'année 2,5 millions de tonnes, soit 20% de la production annuelle.

Après les augmentations constatées en 1983, la chute apparue dès les premiers mois de 1984 a ramené les prix de vente en cours d'année à des niveaux qui ne couvraient pas les coûts de la plupart des producteurs mondiaux.



LES MARCHES «D'ALUMINIUM DE GRECE»

Dans ce contexte mondial, l'activité d'Aluminium de Grèce a évolué comme suit:

A. MAINTIEN DU MARCHÉ LOCAL DE L'ALUMINIUM

Les ventes en Grèce ont atteint 86.000 tonnes, chiffre très proche de celui de 1983 (87.000 tonnes).

Avec près des deux tiers des quantités commercialisées, le marché national demeure le principal débouché d'Aluminium de Grèce.

En tenant compte des importations et de la consommation de métal de seconde fusion, l'industrie grecque de transformation a fabriqué environ 100.000 tonnes de produits plus élaborés dont la moitié est destinée à l'exportation. Cette activité constitue un élément primordial de stabilité pour les Sociétés grecques.

Ces exportations de produits élaborés ont dépassé en 1984 la barre des 100 millions de dollars et étaient destinées pour plus de la moitié aux pays arabes, les expéditions vers la Communauté Européenne dépassant légèrement les 20%.

Les principaux débouchés

sur le marché intérieur ont évolué comme suit:

– Filage (49% de nos ventes contre 55% en 1983)

La diminution des tonnages livrés est imputable exclusivement à la faiblesse du bâtiment en Grèce, principal débouché des produits filés. Par contre, les exportations ont atteint des chiffres record, représentant près de 60% de l'activité des transformateurs concernés.

– Laminage (39% de nos ventes contre 31% en 1983)

L'essentiel de l'augmentation constatée résulte des efforts entrepris par nos clients pour développer leurs exportations, en augmentation d'environ 37% par rapport à 1983.

– Câbles (10% de nos ventes contre 12% en 1983)

Après le doublement de l'activité constatée l'année précédente, 1984 a présenté un certain recul dû à une relative faiblesse des commandes locales.

B. BAISSÉ DES VENTES D'ALUMINIUM A L'EXPORTATION

Les exportations n'ont atteint que 49.500 tonnes, soit une baisse de 8% par rapport à 1983, en raison de la priorité donnée au marché national et de la limitation de la demande internationale.

Les ventes destinées à la

Communauté Européenne représentent 85% des quantités exportées. De plus, les livraisons de produits plus élaborés offrant une plus value par rapport aux qualités standard (lingots) ont concerné 97% des quantités exportées.

C. AUGMENTATION DES VENTES D'ALUMINE

Après des exportations très faibles en 1983 (122.000 tonnes), les livraisons d'alumine atteignent 229.000 tonnes

grâce à des ventes "Spot" qui ont permis de maintenir la production à un niveau satisfaisant.

LES MARCHES «D'ALUMINIUM DE GRECE»

Dans ce contexte mondial, l'activité d'Aluminium de Grèce a évolué comme suit:

A. MAINTIEN DU MARCHÉ LOCAL DE L'ALUMINIUM

Les ventes en Grèce ont atteint 86.000 tonnes, chiffre très proche de celui de 1983 (87.000 tonnes).

Avec près des deux tiers des quantités commercialisées, le marché national demeure le principal débouché d'Aluminium de Grèce.

En tenant compte des importations et de la consommation de métal de seconde fusion, l'industrie grecque de transformation a fabriqué environ 100.000 tonnes de produits plus élaborés dont la moitié est destinée à l'exportation. Cette activité constitue un élément primordial de stabilité pour les Sociétés grecques.

Ces exportations de produits élaborés ont dépassé en 1984 la barre des 100 millions de dollars et étaient destinées pour plus de la moitié aux pays arabes, les expéditions vers la Communauté Européenne dépassant légèrement les 20%.

Les principaux débouchés

sur le marché intérieur ont évolué comme suit:

– Filage (49% de nos ventes contre 55% en 1983)

La diminution des tonnages livrés est imputable exclusivement à la faiblesse du bâtiment en Grèce, principal débouché des produits filés. Par contre, les exportations ont atteint des chiffres record, représentant près de 60% de l'activité des transformateurs concernés.

– Laminage (39% de nos ventes contre 31% en 1983)

L'essentiel de l'augmentation constatée résulte des efforts entrepris par nos clients pour développer leurs exportations, en augmentation d'environ 37% par rapport à 1983.

– Câbles (10% de nos ventes contre 12% en 1983)

Après le doublement de l'activité constatée l'année précédente, 1984 a présenté un certain recul dû à une relative faiblesse des commandes locales.

B. BAISSÉ DES VENTES D'ALUMINIUM A L'EXPORTATION

Les exportations n'ont atteint que 49.500 tonnes, soit une baisse de 8% par rapport à 1983, en raison de la priorité donnée au marché national et de la limitation de la demande internationale.

Les ventes destinées à la

Communauté Européenne représentent 85% des quantités exportées. De plus, les livraisons de produits plus élaborés offrant une plus value par rapport aux qualités standard (lingots) ont concerné 97% des quantités exportées.

C. AUGMENTATION DES VENTES D'ALUMINE

Après des exportations très faibles en 1983 (122.000 tonnes), les livraisons d'alumine atteignent 229.000 tonnes

grâce à des ventes "Spot" qui ont permis de maintenir la production à un niveau satisfaisant.



LES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE

LES PRODUCTIONS

A. POURSUITE DE L'EXPLOITATION DE MINERAI

Les extractions de bauxite des filiales de la Société ont atteint 455.000 tonnes, en légère augmentation par rapport à 1983. La plus grande partie des tonnages extraits

provient d'exploitations souterraines. Les travaux de recherches, de leur côté, ont représenté 100 millions de drachmes.

B. ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION D'ALUMINE

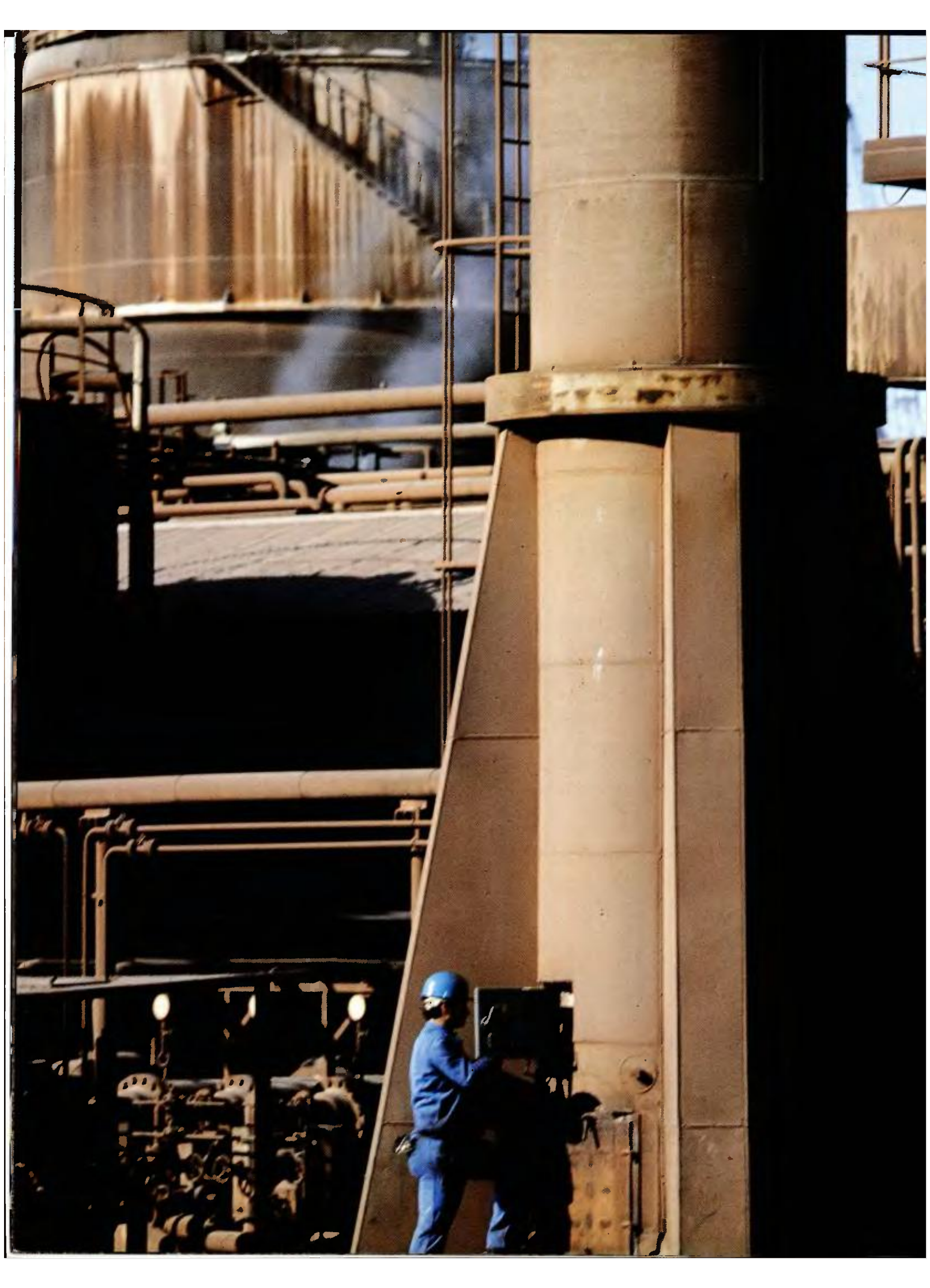
La production d'alumine a été de 482.410 tonnes, en augmentation de 17,5% par rapport à l'année précédente, mais cependant inférieure à la nouvelle capacité de production.

La production en cours d'année a été adaptée aux possibilités de commercialisation qui ont, d'autre part, compensé au second semestre la limitation de la consommation de l'usine.

C. ADAPTATION DE LA FABRICATION D'ALUMINIUM AUX CONTRAINTES DU MARCHE

Avec 137.000 tonnes, la production 1984 se situe à un niveau voisin de celui constaté au cours des deux dernières années. Cette stabilité globale cache toutefois une grande disparité de conditions d'exploitation entre les deux semestres. Après une première

moitié de l'année qui a vu un retour progressif à la pleine capacité, la nécessité d'adapter la production au niveau réduit de la demande a imposé l'arrêt, au cours du troisième trimestre, de deux cinquièmes d'une des trois séries.



LES DEVELOPPEMENTS

Un ambitieux programme de valorisation des ressources minières a été décidé en 1984, visant à développer les travaux de recherches et les exploitations minières; plus de 10 millions de dollars seront affectés à ce programme au

- Au niveau de l'alumine, le démarrage du Four Foyer Cyclone a permis une amélioration considérable des consommations spécifiques de combustibles.

- A l'aluminium, le développement technologique que l'on s'est attaché à promouvoir depuis de nombreuses années a connu, en 1984, des étapes décisives qui se traduisent par:

L'obtention d'une qualité des produits supérieure, liée à la mise en œuvre industrielle d'une technique nouvelle de coulée des billettes (coulée en charge), complétant de nouveaux équipements qui assurent désormais une

Les difficultés économiques et commerciales actuelles imposeront cependant – tout en maintenant les orientations retenues en matière d'amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail de personnel, liées aux développements techniques mis en œuvre par la Société – la poursuite et l'intensification des efforts menés pour assurer la compétitivité de l'entreprise, comme notamment la recherche continue d'une

cours des trois prochaines années.

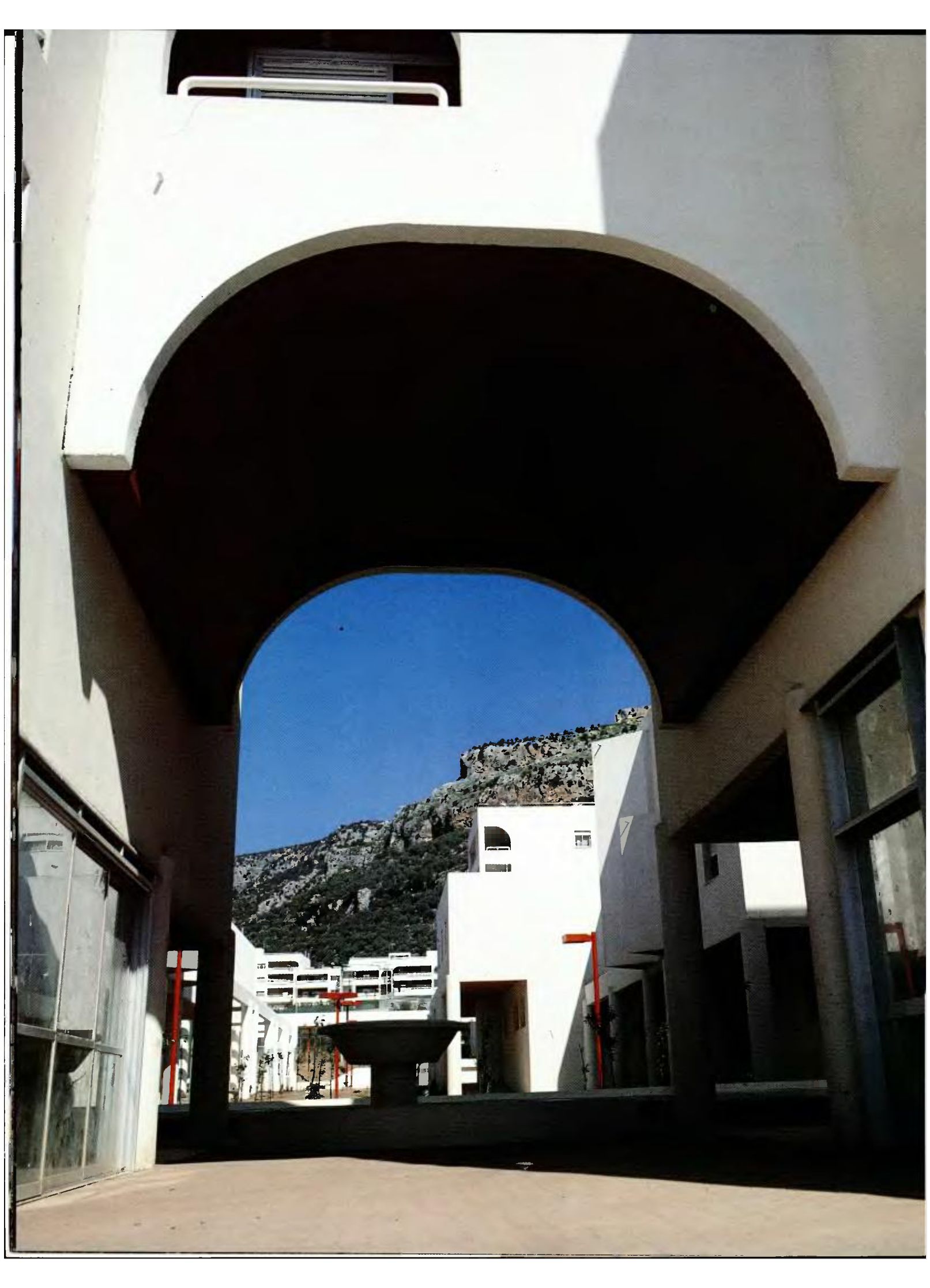
D'autre part, pour la production d'alumine et d'aluminium de l'usine de St Nicolas, de nombreux développements technologiques sont intervenus:

épuration poussée de la totalité du métal produit et un meilleur contrôle de son traitement thermique; La décision de transformation d'une série pour l'automatisation de l'alimentation en alumine des cuves qui conduira notamment à une amélioration considérable des conditions de travail à l'électrolyse.

En complément des améliorations sectorielles, le Laboratoire de l'usine s'est doté de nouveaux équipements et moyens d'analyses et de contrôle permettant une action plus efficace dans la recherche de la qualité.

amélioration des paramètres techniques d'exploitation, une utilisation plus rationnelle des installations par la généralisation de l'entretien préventif et une gestion rigoureuse des stocks.

Une telle démarche visant à un contrôle permanent et renforcé de tous les postes du prix de revient, conduit en particulier à faire figurer l'amélioration de la productivité parmi les priorités des années à venir.



POLITIQUE SOCIALE

Les objectifs fixés pour rechercher une amélioration des conditions de travail, faciliter le dialogue social, développer la formation et l'information du personnel ont été poursuivis. De même, dans

le domaine de la sécurité, de nombreuses actions ont été entreprises pour lutter contre les risques d'accidents et intensifier la formation du personnel dans ce domaine.

A. EMBAUCHES

Après la fin de l'intégration du personnel des entreprises extérieures travaillant en Régie et devant les signes apparus au cours des premiers mois de l'année 1984 d'une nouvelle

détérioration du marché de l'aluminium, des mesures ont été prises pour limiter les embauches aux stricts besoins de bon fonctionnement de l'entreprise.

B. CONCERTATION AVEC LE PERSONNEL

Des commissions de travail ont fonctionné tout au long de l'année pour réfléchir et proposer des solutions dans les domaines de l'hygiène, des conditions de travail, des

conditions de vie plus spécifiques des travailleurs postés à feu continu et ont apporté des éléments positifs débouchant sur des actions concrètes.

C. FORMATION

Les efforts ont porté en particulier sur la formation de l'ensemble du personnel et plus particulièrement sur:

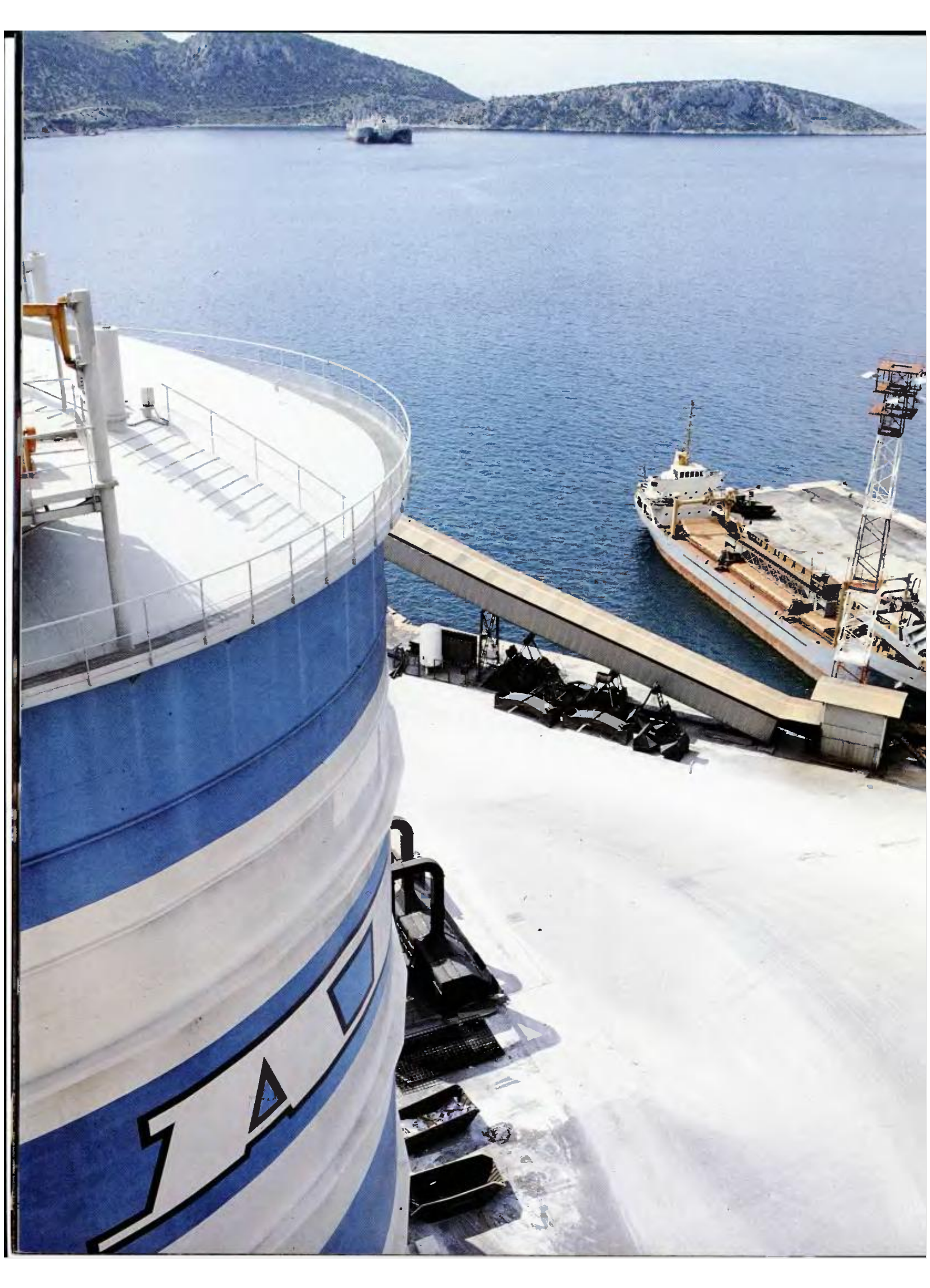
- la formation des futurs Agents de Maîtrise,
- le perfectionnement aux

- métiers d'entretien,
- des formations s'adressant à diverses fonctions de production (coulée, électrodes, automatisme, etc..),
 - la formation à la sécurité.

D. SECURITE

La politique poursuivie ces dernières années en matière de sécurité a permis d'obtenir les meilleurs résultats enregistrés depuis le début du fonctionnement de l'usine, en ce qui concerne tant le taux de fréquence que le taux de gravité des accidents.

Des réflexions sont poursuivies actuellement pour promouvoir des actions de développement social, pour recentrer les actions de formation autour du métier et pour mettre en place un système de gestion prévisionnelle du personnel.



INVESTISSEMENTS

L'année 1984 a vu l'achèvement du programme d'investissements décidé en 1980 et la mise en route des nouvelles installations. Les dépenses d'investissements se sont élevées à 9,7 millions de dollars dans l'exercice.

La réalisation de ce programme qui a coûté 89 millions de dollars (dont 40 millions de dollars en équipement importé), a permis l'extension de 100.000 tonnes/an

de la capacité de production d'alumine, la modernisation de certains ateliers, des améliorations dans les conditions de travail et des économies d'énergie.

Les travaux d'un nouveau programme d'investissements, estimé à 8 millions de dollars, ont démarré en 1984. Ce nouveau programme concerne l'alimentation automatique d'une série de cuves d'électrolyse.

FINANCEMENT

L'amélioration de la situation financière en 1983 s'est poursuivie en 1984, grâce à un niveau de résultats satisfaisants et suite à la diminution des besoins de financement d'investissements qu'a entraînée la fin du programme de 1980.

La marge brute d'autofinancement (M.B.A.) s'élève à 30,4 millions de dollars en 1984, en diminution par rapport à 1983 (36,7 millions de dollars).

En 1984, l'endettement a été réduit de 26 millions de dollars, dont 14,5 millions représentent des remboursements d'emprunts et 11,5 millions des différences de change constituées au 31 décembre 1984. Les mobilisations de nouveaux emprunts à long terme n'ont pas dépassé les 8 millions de dollars, tandis que les crédits

court terme ont diminué de 2,9 millions de dollars environ.

Ainsi, à fin 1984, l'endettement global de notre Société est en diminution d'environ 20 millions de dollars par rapport à fin 1983.

Les fonds utilisés en 1984 proviennent pour:

- 49% de la marge brute d'autofinancement
- 12% de nouveaux emprunts à long terme
- 13% de l'accroissement de l'endettement à court terme
- 13% de la diminution du fonds de roulement
- 13% des différences de change constatées.

Ces fonds ont été utilisés pour:

- 12% des investissements nouveaux
- 59% diminuer l'endettement MLT (moyen et long terme)
- 29% le versement du dividende brut 1983.

PRESENTATION DU BILAN AU 31 DECEMBRE 1984

(en millions de dollars)

Le total du bilan ressort à 320,2 millions de dollars au 31 décembre 1984, contre

354,1 millions de dollars au 31 décembre 1983.

ACTIF	31.12.84	31.12.83	PASSIF	31.12.84	31.12.83
I. IMMOBILISATIONS BRUTES	546,6	539,1	I. CAPITAUX PROPRES		
MOINS AMORTISSEMENTS	(341,5)	(319,5)	CAPITAL SOCIAL	124,3	124,3
IMMOBILISATIONS NETTES	205,1	219,6	RESERVES	84,0	76,5
II. STOCKS	56,2	59,5	PROVISIONS	19,2	21,2
III. ACTIONNAIRES	4,1	7,5	SITUATION NETTE	227,5	222,0
IV. VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLE	54,8	67,5	II. DETTES A LONG TERME	44,4	73,6
	<u>320,2</u>	<u>354,1</u>	III. DETTES A COURT TERME	48,3	58,5
				<u>320,2</u>	<u>354,1</u>

Les évolutions principales du Bilan se présentent comme suit:

A L'ACTIF

1. Diminution des immobilisations nettes:	
- augmentation des immobilisation brutes	7,5
- moins amortissements	(22,0)
2. Diminution des stocks:	
- de matières premières et intermédiaires	(2,8)
- de produits finis	(0,5)
3. Diminution du compte "Actionnaires"	(3,4)
4. Diminution des valeurs réalisables et du disponible:	
- créances sur clients	(12,1)
- diminution du disponible etc.	(0,6)
	<u>(33,9)</u>

AU PASSIF

1. Augmentation de la situation nette:	
- réserves et provisions	5,5
2. Diminution des dettes à long terme:	
- nouveaux emprunts pour investissement	7,8
- diminution des dettes à long terme	(35,2)
- impôt de la Loi 1249/82	(1,8)
3. Diminution des dettes à court terme:	
- diminution du dividende brut 1984	(9,0)
- augmentation des dettes à court terme	7,8
- divers passifs à court terme	(9,0)
	<u>(33,9)</u>

COMPTE DE RESULTATS 1984 ET 1983

(en millions de dollars)

	1984	1983
RECETTES NETTES	229,6	214,9
COUT DE PRODUCTION	(179,0)	(161,4)
BENEFICE BRUT	50,6	53,5
AMORTISSEMENTS	(22,1)	(18,5)
DIFFERENCES DE CHANGE	0,6	7,7
FRAIS GENERAUX ET DIVERS	(6,5)	(10,3)
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	(6,1)	—
BENEFICE NET	16,5	32,4

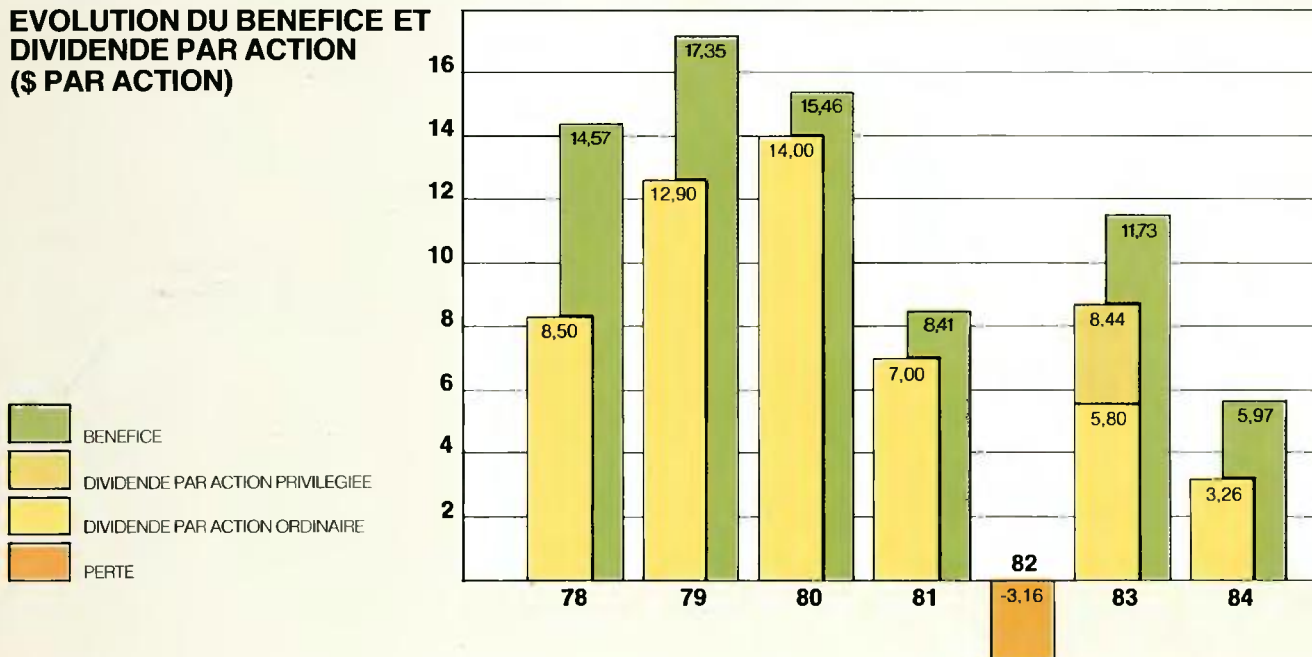
REPARTITION DU BENEFICE NET

(en millions de dollars)

	1984	1983
DIVIDENDE NET	5,9	11,7
RESERVES	7,2	9,4
IMPOTS	3,4	6,3
APUREMENT DU SOLDE DE LA PERTE 1982*	—	5,0
	16,5	32,4

* Après réintégration de la réserve du D.L. 2176/52 pour "Pertes futures" (M\$ 3,8).

EVOLUTION DU BENEFICE ET DIVIDENDE PAR ACTION (\$ PAR ACTION)



PRESENTATION DU BILAN AU 31 DECEMBRE 1984

Nous présentons ci-après les principales variations des postes du bilan arrêté au 31 décembre 1984, par rapport aux chiffres correspondants du bilan au 31 décembre 1983.

Les comptes ont été établis et arrêtés dans les mêmes formes et suivant les mêmes règles d'évaluation que l'année précédente.

L'ACTIF

A. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations nettes totales diminuent de 14,5 millions de dollars, atteignant 205,1 millions de dollars contre 219,6 millions de dollars en 1983:

a) Les frais d'établissement nets restent pratiquement inchangés (+0,4 million de dollars), les mises en immobilisations de 2,7 millions de dollars étant compensées par les amortissements.

b) Les immobilisations nettes sont en augmentation de 12,1 millions de dollars, avec un montant total en fin d'année 1984 de 176,2 millions de dollars. Cette variation correspond:

- A la prise en charge d'immobilisations nouvelles pour 32 millions de dollars et

- A l'annuité d'amortissements des actifs immobilisés de 19,9 millions de dollars, dont 13,9 millions d'amortissements ordinaires et 6 millions d'amortissements additionnels.

c) Les immobilisations en cours et autres actifs immobilisés sont en diminution de 27 millions de dollars et cela traduit la fin des travaux d'extension et la mise en service des nouvelles installations.

B. STOCKS

Dans le cadre de l'effort de la réduction du fonds de roulement, la baisse de la valeur des stocks au 31 décembre se poursuit. A fin 1984, la valeur des stocks (56,2 millions de dollars) est en baisse de 3,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 1983 et en baisse de 16,6 millions de dollars par rapport au 31 décembre 1980. La

réduction constatée en 1984 s'analyse ainsi:

Le total du bilan ressort à 320,2 millions de dollars au 31 décembre 1984, contre 354,1 millions de dollars au 31 décembre 1983.

Les principales variations appellent les éclaircissements suivants:

Changements dus aux:

	<u>Prix</u> (M\$)	<u>Volume</u> (M\$)	<u>Total</u> (M\$)
• Matières premières			
dont bauxite	(0,4)	(3,0)	(3,4)
fuel	(0,2)	2,5	2,3
autres	—	<u>0,1</u>	<u>0,1</u>
	(0,6)	(0,4)	(1,0)
• Produits en cours	(0,4)	(1,8)	(2,2)
• Produits finis	0,3	(0,8)	(0,5)
• Magasin général	<u>0,4</u>	—	<u>0,4</u>
	(0,3)	(3,0)	(3,3)

C. ACTIONNAIRES

Cette rubrique, qui concerne l'impôt dû par les actionnaires au titre des réévaluations d'actif (Lois 542/77 et 1249/82), est en diminution de 3,4 millions de dollars suite à:

a) la retenue de 2,2 millions de dollars effectuée sur le dividende 1983, versé en 1984,

b) l'évolution de la parité du dollar par rapport à la drachme (1,2 million de dollars).

D. CREANCES A COURT TERME

Les créances à court terme sont en diminution de 12,2 millions de dollars. Cette variation correspond:

- A une baisse du crédit clients de 12,4 millions de dollars, à la suite de prix de vente au troisième trimestre 1984 inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 1983.

- A une diminution des postes "Avances aux fournisseurs" et "Divers Comptes débiteurs" de 2,6 millions de dollars.

- A une augmentation du poste "Etat et Caisses d'assurances" de 3,1 millions de dollars, principalement due au précompte d'impôts 1984 de 2,1 millions de dollars versé durant le même

exercice sur la base des résultats 1983. L'exercice 1982 étant déficitaire, aucun précompte n'apparaissait au 31 décembre 1983.

AU PASSIF

A. CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste inchangé.

B. RESERVES ET PROVISIONS

Les réserves (84 millions de dollars) sont en augmentation de 7,5 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Sur ce total, 63 millions de dollars constituent des réserves détaillées.

Aucune nouvelle provision n'a été constituée en 1984. Au contraire, une partie (2 millions de dollars) de la provision pour éventualités diverses a été affectée aux résultats (pertes sur exercices antérieurs), suite à un arbitrage sur un litige avec un fournisseur.

Les capitaux propres de la Société – capital, réserves et provisions – totalisent 227,5 millions de dollars pour des immobilisations nettes de 205,1 millions de dollars.

C. DETTES A LONG TERME

Elles sont en diminution de 29,2 millions de dollars pour les raisons suivantes:

En augmentation:

Mobilisation de nouveaux emprunts à long et moyen terme pour 7,8 millions de dollars.

En diminution:

- Remboursement d'emprunts: 14,6 millions de dollars, moins 4,1 millions de dollars prévus comme partie court terme des dettes à long terme au 31 décembre 1983.
- Différences de change sur emprunts à long terme au 31 décembre 1984: 11,4 millions de dollars.

- Part remboursable en 1985 des emprunts à long terme portés en dettes à court terme: 13,2 millions de dollars.

- L'impôt de la Loi 1249/82 dû par la Société en diminution de 1,8 million de dollars à la suite des paiements effectués en 1984 (1,7 million de dollars), des différences de change constatées (-0,5 million de dollars) et de la variation de la partie court terme de cette dette (-0,4 million de dollars).

D. DETTES A COURT TERME

A fin 1984, le total des dettes à court terme diminue de 10,2 millions de dollars par rapport à 1983 du fait, d'une part, d'une baisse de:

- 2,9 millions de dollars des emprunts à court terme,
- 7,7 millions de dollars du poste Fournisseurs, marchandises et services rendus en attente de facturation et Frais à payer,
- 9 millions de dollars du poste dividende imposable à répartir; le dividende 1984 (à verser en 1985) est inférieur de ce montant du dividende 1983,

et, d'autre part, d'une augmentation de:

- 9,1 millions de dollars de la partie court terme de la dette à long terme qui va être remboursée en 1985,
- 0,3 million de dollars de divers comptes débiteurs.

PRESENTATION DU BILAN AU 31 DECEMBRE 1984

VINGT - TROISIÈME EXERCICE

ACTIF

	VALEUR D'ACQUISITION	AMORTISSEMENTS	VALEUR NETTE	AU 31.12.1984	AU 31.12.1983
	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF IMMOBILISE					
Frais d'établissement	38.102.705,84	25.209.137,30		12.893.568,54	12.436.314,06
Immobilisations					
Terrains	18.839.320,97		18.839.320,97		18.839.320,97
Mines	465.547,03		465.547,03		465.547,03
Réseau routier	3.515.279,91	1.054.680,68	2.460.599,23		2.530.904,86
Quai	1.853.097,46	552.723,10	1.300.374,36		1.337.436,31
Bâtiments usine	91.238.994,89	87.010.018,61	4.228.976,28		6.195.444,61
Bâtiments cités	96.647.490,76	33.924.485,90	62.723.004,86		65.073.556,51
Immeubles d'Athènes	6.776.537,37	556.556,56	6.219.980,81		5.733.654,19
Installations usine	261.159.384,18	184.003.389,42	77.155.994,76		60.564.045,10
Installations cités	2.028.301,74	1.255.311,92	772.989,82		850.872,24
Matériel roulant	6.705.793,86	5.457.220,53	1.248.573,33		1.721.875,10
Matériel flottant	641.497,11	623.021,28	18.475,83		1.210,69
Mobilier et équipement bureaux	1.724.205,58	1.100.219,17	623.986,41		649.174,45
Mobilier et équipement cités	917.172,85	767.133,78	150.039,07		184.429,31
	492.512.623,71	316.304.760,95		176.207.862,76	164.147.471,37
Immobilisations en cours					
Travaux en cours			1.462.235,27		21.234.695,16
Avances aux fournisseurs			553.942,29		5.958.540,16
Frais d'études et de recherches à répartir			265.271,54		2.101.209,16
Matériels en cours de route			—		224,97
				2.281.449,10	29.294.669,45
Titres de participation			15.266.553,24		
Moins provision pour dépréciation			1.567.934,06		
				13.698.619,18	13.671.204,07
Cautionnements				19.835,04	23.688,21
Immobilisations Nettes Totales				205.101.334,62	219.573.347,16
STOCKS					
Matières premières			18.288.062,81		19.575.640,63
Matières chez les tiers			2.072.471,40		1.784.833,17
Matières en cours			13.915.426,22		15.064.100,60
Matières semi-finies			7.552.076,39		8.593.741,27
Produits finis			5.350.331,18		5.813.495,54
Pièces de rechange et approvisionnement général		9.159.933,84			
Moins provision pour dépréciation		218.971,10			
Emballages			8.940.962,74		8.591.590,58
			52.679,95		52.018,90
				56.172.010,69	59.475.420,69
ACTIONNAIRES					
Impôts des lois Nos 542/77 et 1249/82, partie long terme			3.288.944,80		5.366.889,35
Impôts des lois Nos 542/77 et 1249/82, partie court terme			832.715,94		2.168.589,10
				4.121.660,74	7.535.478,45
CREANCES A COURT TERME					
Clients	41.552.967,92				
Moins provision pour créances douteuses	991.555,22				
Avances aux fournisseurs			40.561.412,70		52.660.465,65
Etat et Caisses d'Assurance			620.021,90		1.099.490,10
Effets à recevoir			5.541.365,56		2.482.018,08
Marchandises en cours de route			—		324.310,30
Revenus à recevoir			344.772,97		304.218,10
Frais payés d'avance			1.121.993,88		1.475.531,35
Divers comptes débiteurs	2.083.789,10		184.049,80		192.995,21
Moins provision pour créances douteuses	62.355,11		2.021.433,99		4.097.053,82
				50.395.050,80	62.636.082,61
TITRES DE PLACEMENT				236.690,53	264.207,58
Total de l'Actif Circulant				110.925.412,76	129.911.189,33
DISPONIBLE					
Banques, comptes dépôts, en Grèce	88.245,89				256.818,05
Banques, comptes dépôts, à l'étranger	2.884.608,39		2.972.854,28		3.130.076,81
Chèques reçus et non placés			1.179.912,22		1.183.093,54
Caisses			30.855,40		21.064,87
				4.183.621,90	4.591.053,27
TOTAL DE L'ACTIF				320.210.369,28	354.075.589,76
COMPTES D'ORDRE DEBITEURS				430.976.577,07	406.992.630,75

PASSIF

		31.12.1984	31.12.1983
	\$	\$	\$
CAPITAL ET RESERVES			
Capital social			
504.808 Actions privilégiées avec droit de vote	22.211.552,00		22.211.552,00
242.378 " " sans droit de vote	10.664.632,00		10.664.632,00
2.019.229 " ordinaires	88.846.076,00		88.846.076,00
2.766.415 Actions à \$ 44,00 chacune		121.722.260,00	121.722.260,00
Prime d'émission d'actions		2.552.541,28	2.552.541,28
Réserves			
Ordinaire imposée	15.586.648,89		14.760.288,22
Ordinaire en provenance de la Réserve du D.L. 4002/59 article 1	363.828,76	15.950.477,65	363.828,76
De l'article 1 du D.L. 4002/59 pour nouveaux investissements productifs	39.747.484,93		35.242.264,68
De l'article 7 de la loi 147/67 pour investissements	4.102.607,01		4.102.607,01
De l'article 7 de la loi 147/67 pour fonds de roulement	1.025.651,49		1.025.651,49
De l'article 2 du D.L. 1078/71 pour investissements	10.549.632,90		10.549.632,90
De l'article 2 du D.L. 1078/71 pour fonds de roulements	1.172.207,40		1.172.207,40
De l'article 3 de la loi 849/78 pour investissements	3.951.413,00		2.063.519,74
De l'article 17 de la loi 1116/81 pour investissements	593.654,70		593.654,70
De l'article 10 de la loi 148/67 pour plus values sur titres de participation	9.466,66		9.466,66
De l'article 4 du D.L. 328/74 pour rabais sur réglemets d'impôts	1.473.566,97		1.183.970,24
Extraordinaire	5.430.713,43		5.430.713,43
		84.006.876,14	76.497.805,23
Provisions			
Pour éventualités diverses	1.500.000,00		3.500.000,00
Pour entretien exceptionnel ultérieur des équipements	10.000.000,00		10.000.000,00
Pour rétablissement de la valeur des matières premières	7.721.000,00		7.721.000,00
		19.221.000,00	21.221.000,00
Situation Nette Totale		227.502.677,42	221.993.606,51
DETTES A LONG TERME			
Emprunts obligataires			
Convertible	—		2.508,36
Non convertible	—		459.465,45
Banques	23.159.834,59		70.372.706,51
Effets à payer	26.899.394,35		
Moins intérêts non échus	6.323.330,05	20.576.064,30	340.002,12
Divers comptes créditeurs		19.566,73	28.811,08
Etat, impôt de la loi 1249/82		608.144,40	2.398.725,15
Total Dettes à Long Terme		44.363.610,02	73.602.218,67
DETTES A COURT TERME			
Emprunt obligataire non convertible	400.545,81		459.465,46
Banques	11.490.255,19		9.562.961,02
Effets à payer	8.161.988,41		
Moins intérêts non échus	1.503.666,01	6.658.322,40	680.004,23
Etat, impôt de la loi 1249/82		1.186.724,88	1.599.150,11
Etat et Caisses d'Assurance		7.048.347,29	7.446.764,42
Fournisseurs		4.793.588,30	6.533.115,64
Marchandises et services reçus en attente de facturation		3.032.496,95	6.030.478,98
Frais à payer		3.685.768,42	6.741.721,37
Divers comptes créditeurs		330.676,95	343.140,20
Dividendes exercices antérieurs		110.538,81	62.448,57
Dividende imposable à répartir		9.018.512,90	18.017.778,04
Impôts		588.303,94	1.002.736,54
Total Dettes à Court Terme		48.344.081,84	58.479.764,58
TOTAL DU PASSIF		320.210.369,28	354.075.589,76
COMPTES D'ORDRE CREDITEURS		430.976.577,07	406.992.630,75

PASSIF

		31.12.1984	31.12.1983
	\$	\$	\$
CAPITAL ET RESERVES			
Capital social			
504.808 Actions privilégiées avec droit de vote	22.211.552,00		22.211.552,00
242.378 " " sans droit de vote	10.664.632,00		10.664.632,00
2.019.229 " ordinaires	88.846.076,00		88.846.076,00
2.766.415 Actions à \$ 44,00 chacune		121.722.260,00	121.722.260,00
Prime d'émission d'actions		2.552.541,28	2.552.541,28
Réserves			
Ordinaire imposée	15.586.648,89		14.760.288,22
Ordinaire en provenance de la Réserve du D.L. 4002/59 article 1	363.828,76	15.950.477,65	363.828,76
De l'article 1 du D.L. 4002/59 pour nouveaux investissements productifs	39.747.484,93		35.242.264,68
De l'article 7 de la loi 147/67 pour investissements	4.102.607,01		4.102.607,01
De l'article 7 de la loi 147/67 pour fonds de roulement	1.025.651,49		1.025.651,49
De l'article 2 du D.L. 1078/71 pour investissements	10.549.632,90		10.549.632,90
De l'article 2 du D.L. 1078/71 pour fonds de roulements	1.172.207,40		1.172.207,40
De l'article 3 de la loi 849/78 pour investissements	3.951.413,00		2.063.519,74
De l'article 17 de la loi 1116/81 pour investissements	593.654,70		593.654,70
De l'article 10 de la loi 148/67 pour plus values sur titres de participation	9.466,66		9.466,66
De l'article 4 du D.L. 328/74 pour rabais sur réglemets d'impôts	1.473.566,97		1.183.970,24
Extraordinaire	5.430.713,43		5.430.713,43
		84.006.876,14	76.497.805,23
Provisions			
Pour éventualités diverses	1.500.000,00		3.500.000,00
Pour entretien exceptionnel ultérieur des équipements	10.000.000,00		10.000.000,00
Pour rétablissement de la valeur des matières premières	7.721.000,00		7.721.000,00
		19.221.000,00	21.221.000,00
Situation Nette Totale		227.502.677,42	221.993.606,51
DETTES A LONG TERME			
Emprunts obligataires			
Convertible	—		2.508,36
Non convertible	—		459.465,45
Banques	23.159.834,59		70.372.706,51
Effets à payer	26.899.394,35		
Moins intérêts non échus	6.323.330,05	20.576.064,30	340.002,12
Divers comptes créditeurs		19.566,73	28.811,08
Etat, impôt de la loi 1249/82		608.144,40	2.398.725,15
Total Dettes à Long Terme		44.363.610,02	73.602.218,67
DETTES A COURT TERME			
Emprunt obligataire non convertible	400.545,81		459.465,46
Banques	11.490.255,19		9.562.961,02
Effets à payer	8.161.988,41		
Moins intérêts non échus	1.503.666,01	6.658.322,40	680.004,23
Etat, impôt de la loi 1249/82		1.186.724,88	1.599.150,11
Etat et Caisses d'Assurance		7.048.347,29	7.446.764,42
Fournisseurs		4.793.588,30	6.533.115,64
Marchandises et services reçus en attente de facturation		3.032.496,95	6.030.478,98
Frais à payer		3.685.768,42	6.741.721,37
Divers comptes créditeurs		330.676,95	343.140,20
Dividendes exercices antérieurs		110.538,81	62.448,57
Dividende imposable à répartir		9.018.512,90	18.017.778,04
Impôts		588.303,94	1.002.736,54
Total Dettes à Court Terme		48.344.081,84	58.479.764,58
TOTAL DU PASSIF		320.210.369,28	354.075.589,76
COMPTES D'ORDRE CREDITEURS		430.976.577,07	406.992.630,75

COMPTES D'ORDRE DEBITEURS

	1984 \$	1983 \$
Hypothèques et prénotations sur l'usine et les cités	54.865.442,09	67.090.787,47
Hypothèques reçues	835.346,31	1.087.719,62
Gage sur titres de participation	9.614.662,47	9.614.662,47
Cautions reçues	1.300.599,92	1.627.673,61
Obligations contractuelles en immobilisations	946.862,69	6.323.865,72
Impôts, devant les tribunaux	1.250.046,64	3.201.177,55
Investissements productifs du D.L. 4002/59	135.922.707,38	135.922.707,38
Investissements productifs du D.L. 1078/71	42.591.757,83	42.591.757,83
Investissements productifs de la loi 849/78	34.151.020,43	34.151.020,43
Investissements productifs de la loi 1116/81	26.479.877,22	26.572.745,01
Investissements productifs de la loi 1262/82	70.123.741,35	38.995.343,27
Autres comptes d'ordre	52.894.512,74	39.813.170,39
	430.976.577,07	406.992.630,75

PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS

1.1.1984 AUX 31.12.1984

DEBIT

	1984 \$	1983 \$
Frais administratifs	3.101.537,78	3.497.376,24
Frais financiers	6.998.515,55	6.017.389,39
Frais de vente	1.663.660,10	2.412.626,62
Frais d'études et de recherches	278.133,95	174.628,35
Amortissements		
Frais d'établissement	2.296.703,66	24.671,31
Immobilisations	13.880.366,96	12.150.349,03
Additionnels sur immobilisations	5.953.171,66	6.370.882,10
Donations	70.420,93	140.427,92
Moins-values pour cessions et liquidations d'actif	152.071,97	335.900,20
Pertes sur exercices antérieurs	6.098.418,10	10.549,86
Impôt de la loi 542/77 sur dividendes reçus	1.934,18	2.702,05
Impôt de la loi 1249/82 sur dividendes reçus	16.326,61	12.637,58
Bénéfice net	16.527.213,31	32.450.413,85
	57.038.474,76	63.600.554,50

CREDIT

	1984 \$	1983 \$
Bénéfice brut	50.650.092,12	53.463.882,20
Différence de change	635.797,33	7.667.800,17
Intérêts créditeurs et revenus divers	5.748.246,18	1.878.816,61
Bénéfices sur exercices antérieurs	—	582.794,12
Plus-values sur cessions d'actif	4.339,13	7.261,40
Rabais sur règlements d'impôts	289.596,73	—
Moins transfert à la réserve	(289.596,73)	—
	57.038.474,76	63.600.554,50

REPARTITION DU BENEFICE

Article 34 des Statuts

	1984	1983
	\$	\$
- 5% à la réserve ordinaire	826.360,67	1 185.209,76
- Dividende brut (premier et supplémentaire) sur 2.766.415 actions \$ 3,26 par action qui se décompose comme suit: dividende net \$ 2,119 par action soit: \$ 2,119 × 2.766.415 = 5.862.033,38 impôt proportionnel soit: \$ 1,141 × 2.766.415 = 3.156.479,52	9.018.512,90	18 017 778,04
N.B. L'impôt sera remboursé aux actionnaires qu'en sont dispensés		
- Réserve détaxée pour investissements du D.L. 4002/59	4 505.220,25	5 668 296,69
- Réserve détaxée de la loi 849/78	1.887.893,26	2 000 000,00
- Réserve détaxée de la loi 1116/81	—	593 654,70
- Impôt de l'Etat	289 226,23	—
- Bénéfices pour compensation de perte 1982	—	4 985.474,66
	16.527.213,31	32.450.413,85

Le Président du Conseil d'Administration
et Administrateur Délégué
G. DECOSTER

Le Directeur Financier
C. COUCLELIS

Le Chef Comptable
G. VERTSONIS

Athènes, le 24 Avril 1984

RAPPORT DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

A MM. LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE ANONYME INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE "ALUMINIUM DE GRECE"

Nous avons examiné le bilan de la Société Anonyme Industrielle et Commerciale ALUMINIUM DE GRECE arrêté au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'Exercice clos le 31 décembre 1984. Lors de notre examen, ont été appliquées tant les dispositions de l'article 37 de la loi codifiée 2190 "Sur les Sociétés Anonymes" que les procédures de contrôle que nous avons estimées appropriées dans le cadre des principes de contrôle du Corps des Commissaires aux Comptes de Grèce. La Société a tenu les livres et les éléments prévus par la Législation en vigueur et les a mis à notre disposition en vue d'en effectuer l'examen. Tous les renseignements et explications demandés nous ont été fournis. Dans ses livres, le compte du prix de revient est régulièrement tenu qui, selon une pratique constante de la Société, ne comprend pas les amortissements sur immobilisations, ceux-ci ayant été portés directement au Compte de "Résultats de l'Exercice". Nous notons également ce qui suit: 1. Le poste de l'actif "Titres de Participations" de \$ 15.266.553 concerne la valeur d'acquisition d'actions non cotées en Bourse et pour cette raison nous ignorons leur valeur courante. Pour le cas de dépréciation de ces actions, la Société a créé une provision de \$ 1 567.934.

2. Le coût de production des produits de la Société a été grevé au cours de l'exercice 1984 du prix de l'énergie électrique ainsi que celui-ci a été fixé par la sentence arbitrale y relative du 4.7.1984.

Les différences qui ont résulté entre le prix fixé par la sentence arbitrale et le coût comptabilisé pour la consommation d'énergie électrique jusqu'au 31.12.1983, ont figuré dans les "Résultats de l'Exercice 1984" sous le titre "Pertes sur exercices précédents". La procédure et la sentence de l'Arbitrage sont contestées par la DEH auprès des Tribunaux Helléniques.

3. Les écarts de change débiteurs de \$ 9,4 Millions environ qui ont résulté des ventes des produits de la Société ont été enregistrés en déduction des revenus des écarts de change créditeurs, contrairement à l'exercice précédent où ils avaient été portés en déduction du bénéfice brut. Dans le bilan ci-dessus les postes correspondants de 1983 ont été réajustés pour pouvoir être comparés. Aucune autre modification de la méthode d'évaluation d'inventaire n'a été apportée par rapport à l'Exercice précédent. Le bilan ci-dessus ainsi que l'Analyse des Résultats de l'Exercice et Répartition des Bénéfices ressortent des livres et éléments comptables de la Société et représentent — prenant en considération nos commentaires ci-dessus — conformément aux dispositions en vigueur et aux principes comptables généralement admis et en conformité avec ceux de l'exercice précédent, tant la situation financière au 31 décembre 1984 que les résultats de l'Exercice clôturé à cette date. Les principes comptables fondamentaux adoptés par la Société figurent dans le Rapport Annuel du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire de ses Actionnaires.

Athènes le 24 avril 1985

Les Commissaires aux Comptes
Miltiadis A. KAVARNOS
Anastase G. PALIERAKIS

ELEMENTS STATISTIQUES SUR ALUMINIUM DE GRECE

CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ALUMINIUM						
• Ventes locales	102	138	87	79	119	120
• Exportations	<u>108</u>	<u>103</u>	<u>112</u>	<u>77</u>	<u>70</u>	<u>71</u>
TOTAL ALUMINIUM	210	241	199	156	189	191
ALUMINE	35	39	45	31	25	37
DIVERS	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
CHIFFRE D'AFFAIRES SOCIETE	247	282	246	188	215	229

PRODUCTION (en milliers de tonnes)

ALUMINE	495	494	490	401	410	482
ALUMINIUM	142	146	147	137	137	137

VENTES (en milliers de tonnes)

ALUMINE	231	206	207	140	126	232
ALUMINIUM						
• Ventes locales	76	84	63	70	87	86
• Exportations	<u>75</u>	<u>58</u>	<u>82</u>	<u>67</u>	<u>54</u>	<u>51</u>
TOTAL ALUMINIUM	151	142	145	137	141	137

CASH FLOW (en millions de dollars)

	58,4	82,5	38,0	(1,6)	37,2	30,4
--	-------------	-------------	-------------	--------------	-------------	-------------

COMPARAISONS FINANCIERES

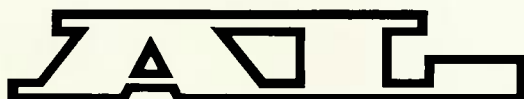
(en millions de dollars)

ACTIF	1979	1980	1981	1982	1983	1984
I. Immobilisations:						
Brutes	322,6	346,3	372,3	498,0	539,1	546,6
Moins Amortissements	<u>(206,6)</u>	<u>(224,1)</u>	<u>(238,3)</u>	<u>(301,1)</u>	<u>(319,5)</u>	<u>(341,5)</u>
Immobilisations Nettes	116,0	122,2	134,0	196,9	219,6	205,1
II. Stocks	51,2	72,8	71,3	65,8	59,5	56,2
III. Valeurs Réalisables et Disponible	85,1	79,3	72,5	68,3	75,0	58,9
IV. Perte nette 1982				<u>(8,7)</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
TOTAL ACTIF	252,3	274,3	277,8	339,7	354,1	320,2
PASSIF						
I. Capitaux Propres:						
Capital Social	78,8	82,5	82,5	124,3	124,3	124,3
Réserves	62,6	66,5	70,3	70,2	76,5	84,0
Provisions	<u>5,5</u>	<u>17,0</u>	<u>20,0</u>	<u>22,0</u>	<u>21,2</u>	<u>19,2</u>
Situation Nette	146,9	166,0	172,8	216,5	222,0	227,5
II. Dettes à Long Terme	34,5	20,0	31,6	69,9	73,6	44,4
III. Dettes à Court Terme	<u>70,9</u>	<u>88,3</u>	<u>73,4</u>	<u>53,3</u>	<u>58,5</u>	<u>48,3</u>
TOTAL PASSIF	252,3	274,3	277,8	339,7	354,1	320,2
COMPTE DE RESULTATS						
Bénéfice Brut	80,7	96,0	50,5	11,6	53,5	50,7
Amortissements et Provisions	<u>(26,6)</u>	<u>(32,8)</u>	<u>(18,8)</u>	<u>(14,7)</u>	<u>(18,5)</u>	<u>(22,1)</u>
Frais Généraux et Divers	<u>(12,5)</u>	<u>(24,3)</u>	<u>(10,5)</u>	<u>(5,6)</u>	<u>(2,6)</u>	<u>(12,1)</u>
BENEFICE NET	41,6	38,9	21,2	—	32,4	16,5
PERTE NETTE	—	—	—	(8,7)	—	—

Note:

A partir de l'exercice 1983 les différences de change du compte-clients affectent le compte "différences de change" et non pas le chiffre d'affaires, comme auparavant

**ALLOCUTION DE M. GERARD DECOSTER
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ALUMINIUM
DE GRECE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 JUIN 1985**



Mesdames, Messieurs,

Si l'environnement économique mondial a été caractérisé en 1984 par une généralisation de l'expansion à des degrés divers (augmentation du PNB de 2,4% dans la CEE, 5,6% au Japon et 6,8% aux Etats-Unis), la croissance s'est quelque peu ralentie au cours de ces derniers mois. Pour l'année 1985, l'économie du Monde Occidental devrait connaître une expansion plus modérée.

L'effet d'entraînement de la reprise américaine sur les économies européennes aura été ainsi moins prononcé qu' on ne pouvait le penser.

Dans le domaine de l'aluminium, la production du Monde Occidental a augmenté en 1984 d'environ 15% par rapport à l'année précédente et ceci malgré les importants arrêts d'unités de production intervenus au cours du second semestre 1984. Par contre, la consommation n'a progressé que de 2% par rapport à 1983. Il s'en est suivi une forte augmentation des stocks qui seront difficilement résorbés en 1985.

Cette situation est préoccupante car elle se traduit par un déséquilibre entraînant les prix de vente à un niveau qui ne couvre pas les coûts pour la plupart des producteurs mondiaux.

Après l'année 1983, qui avait permis à l'entreprise de retrouver une situation bénéficiaire, ALUMINIUM DE GRECE a dû, comme l'ensemble de la profession, s'adapter au faible niveau de la demande en métal et a été conduite à réduire le niveau de sa production.

Ce facteur, joint à la faiblesse des prix de vente et à une hausse sensible du prix de l'énergie, se traduit par des résultats financiers pour l'exercice 1984 en net retrait par rapport à ceux de 1983.

En l'état actuel de la conjoncture, il serait hasardeux d'émettre un pronostic sur les résultats de l'année 1985, qui devraient être médiocres.

Rappelons aussi l'incertitude concernant le prix de l'énergie à la suite des différends de caractère judiciaire qui opposent toujours DEH à notre Société et ce malgré l'arbitrage international rendu sur ce sujet en juillet dernier.

Une évolution défavorable des coûts d'énergie risquerait de compromettre gravement la position concurrentielle de la Société qui supporte actuellement un coût énergétique de 30% supérieur à la moyenne des producteurs européens et de plus du double de celui de ses principaux concurrents (canadiens, norvégiens, vénézuéliens).

Le maintien de la compétitivité de la Société constitue la préoccupation principale d'ALUMINIUM DE GRECE. Cette compétitivité conditionne l'avenir de toute l'industrie de l'aluminium du Pays, branche parmi les plus dynamiques de l'économie nationale qui procure à la Grèce 10% de ses exportations industrielles et fait vivre plus de 20.000 familles.

La performance d'un outil de travail constamment amélioré et la compétence du personnel d'ALUMINIUM DE GRECE devraient permettre, le moment venu, de tirer le meilleur parti de la reprise économique.





ALUMINIUM DE GRECE
SOCIETE ANONYME INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
CAPITAL VERSE \$ 121.722.260,00

SIEGE SOCIAL
1, RUE SEKERI, 106 71 ATHENES, BOITE POSTAL 3632 - 102 10 ATHENES,
TEL: 3693000 CABLES: ALUMELL ATHINAI, TELEX: 215290 ADG GR

USINE
SAINT-NICOLAS, PARALIA DISTOMOU, BEOTIE,
TEL: 0261, 22661-5 CABLES: ALELLAS LEVADIA TELEX: 299660 ADGU GR.